



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Centre Hospitalier de Lavaur
Pôle Patrimoine Immobilier et Services Techniques
1 place Vialas
81500 LAVAU

Prestations, travaux et fournitures relatives à la maintenance, l'entretien et l'optimisation des installations de sécurité incendie, moyens de secours incendie et des systèmes d'extinction automatique du Groupement Hospitalier du territoire Haute-Garonne - Tarn Ouest

LOT 9 : Maintenance des moyens de secours CH Lavaur

Note importante :

le titulaire s'attachera à lire précisément les prescriptions de chaque lot qui sont spécifiques à chaque établissement partie

SOMMAIRE

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES.....	3
I-1 PREAMBULE	3
I-2 OBJET DU MARCHE.....	3
I-3 PRESENTATION GENERALE DU CENTRE HOSPITALIER DE LAVAU.....	3
I-4 DEFINITION DU PRIX.....	5
I-5 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES.....	5
I-6 EVOLUTION DE LA CONSISTANCE DU PARC	5
I-7 REGLEMENTATION EN VIGUEUR	5
I-8 SUJETION EN MILIEU HOSPITALIER.....	5
I-9 AMIANTE.....	6
I-10 GARANTIE.....	6
I-11 SOUS-TRAITANCE	6
I-12 CONSOMMABLES ET PIECES DETACHEES.....	7
TITRE II. PRESTATION DE MAINTENANCE	7
II-1 GENERALITES.....	7
II-1.1 Règlementation en vigueur.....	8
II-1.2 Qualifications de l'entreprise et de ses personnels	8
II-1.3 Organisation des visites	8
II-2 MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE.....	9
II-3 VERIFICATION ET MAINTENANCE DES EXTINCTEURS	9
II-3.1 Objet.....	9
II-3.2 Inventaire.....	9
II-3.3 Vérification et maintenance préventive des extincteurs	9
II-3.4 Maintenance approfondie N+5.....	11
II-3.5 Maintenance corrective des extincteurs.....	11
II-3.6 Rapport de vérification annuel	11
II-3.7 Registre de sécurité	11
II-4 VERIFICATION ET MAINTENANCE DES DESENFUMAGES MANUELS	12
II-4.1 Objet.....	12
II-4.2 Inventaire.....	12
II-4.3 Vérification et maintenance préventive des désenfumages manuels.....	12
II-4.4 Descriptif des prestations demandées pour un désenfumage manuel.....	12
II-4.5 Maintenance corrective des désenfumages manuels.....	12
II-4.6 Rapport de vérification annuel	13
II-4.1 Registre de sécurité	13
II-5 CONDITIONS D'INTERVENTION	13
II-5.1 Permis feu.....	13
II-5.2 Accompagnement du prestataire	13
II-5.3 Mise à disposition des locaux	13
II-5.4 Remise en place des équipements après intervention	13
II-5.5 Nettoyage des équipements et des locaux	14
II-5.6 Obligation en matière environnementale.....	14
II-5.7 Utilisation des équipements du CH LAVAU.....	14
II-5.8 Confidentialité	14
ANNEXE 1 - ETAT DU PARC.....	15
ANNEXE 2 – GAMME DE MAINTENANCE.....	16
ANNEXE 3 – PROTOCOLES HYGIENE	19

DISPOSITIONS GENERALES

I-1 PREAMBULE

Dans le cadre de la réglementation sur les moyens de secours incendie, le Centre Hospitalier de Laval fait appel à un prestataire externe à travers ce cahier des charges. Pour ce faire, le futur titulaire devra assurer la maintenance de ces installations dans le périmètre défini dans le présent CCTP.

I-2 OBJET DU MARCHE

Le présent accord-cadre a pour objet l'ensemble des prestations techniques et des fournitures relatives à la maintenance des moyens de secours incendie du Centre Hospitalier de Laval.

Le présent marché est un marché de « prestations de services »

Pour toutes les prestations concernées par le présent marché, le titulaire est soumis à obligation de résultat

L'opérateur économique devra avoir une parfaite connaissance de la réglementation, des techniques et matériels installés qui constituent le parc à maintenir objet du présent marché. Ce marché devant être exécuté sur un site en activité, particulièrement sensible en raison de ses spécificités architecturales et de la présence d'établissements psychiatriques, l'opérateur économique devra respecter des contraintes spécifiques en matière d'hygiène et de sécurité

Ces prestations de maintenance permettront notamment :

- de maintenir un bon niveau de fiabilité des équipements
- d'assurer la maintenance et le contrôle des équipements
- d'optimiser la durée de vie des équipements
- de bénéficier des conditions de fonctionnement optimales
- d'assurer la sécurité des biens et des personnes
- de maîtriser les coûts

Pour respecter ces objectifs, le titulaire devra :

- réaliser l'ensemble des prestations dans le respect des exigences du présent CCTP, et mettre en place une organisation permettant de faire face à ses obligations contractuelles.
- assurer une transparence totale dans l'exécution du contrat, entre les différents intervenants potentiels et les responsables chargés de la sécurité incendie.
- respecter les arrêtés, décrets et normes en vigueur

Les prestations entrant dans le cadre du forfait sont :

- La main d'œuvre et l'ensemble des fournitures pour les prestations de maintenance préventive ;

Les prestations entrant dans le cadre d'une gestion à bon de commande sont :

- La main d'œuvre et les fournitures pour les prestations de maintenance correctives
- L'acquisition de matériel et d'équipement d'extinction ;
- L'assistance technique : étude et proposition de projet détaillé et estimé financièrement pour les travaux de renouvellement d'installation, opérations d'adaptations simples

I-3 PRESENTATION GENERALE DU CENTRE HOSPITALIER DE LAVAL

Le centre hospitalier universitaire de Laval est composé d'un hôpital général Guiraud, d'un Centre psychothérapeutique, d'un EHPAD et d'un USLD sur la commune de Laval. De nombreuses structures notamment destinées à des activités psychiatriques sont implantées dans le département.

Liste des structures composant le Centre Hospitalier de Laval et classement ERP

Cette liste pourra être modifiée suivant les aménagements réalisés par le Centre Hospitalier

SITE / SERVICE	ADRESSE
EHPAD	Avenue Marloux - 81500 LAVAUR
U.S.L.D.	Route de Toulouse - 81500 LAVAUR
CENTRE DE POSTCURE	Sainte Anne - 81500 FIAC
HOPITAL GUIRAUD	1 Place Vialas - 81500 LAVAUR
GUIRAUD - MATERNITE/SSR	1 Place Vialas - 81500 LAVAUR
CENTRE PINEL - Clinique La Gravette	Route de Toulouse - 81500 LAVAUR
CENTRE PINEL - Clinique du Pech	Route de Toulouse -81500 LAVAUR
CENTRE PINEL - Clinique La Serène	Route de Toulouse -81500 LAVAUR
CENTRE PINEL - Bureaux des Entrées	Route de Toulouse -81500 LAVAUR
CENTRE PINEL - HDJ Pédopsychiatrie	Route de Toulouse -81500 LAVAUR
CENTRE PINEL - La Rotonde	Route de Toulouse -81500 LAVAUR
CENTRE PINEL - Blanchisserie	Route de Toulouse -81500 LAVAUR
CENTRE PINEL – Archives - Médecine du Travail	Route de Toulouse -81500 LAVAUR
CENTRE PINEL - Pharmacie	Route de Toulouse -81500 LAVAUR
CENTRE PINEL - Syndicats	Route de Toulouse -81500 LAVAUR
CENTRE PINEL - Magasin	Route de Toulouse -81500 LAVAUR
CENTRE PINEL – HDJ Agora	Route de Toulouse -81500 LAVAUR
CENTRE PINEL - Ergothérapie	Route de Toulouse -81500 LAVAUR
CATTP Cassaing	Rue Cassaing-81500 LAVAUR
Internat PINEL	Chemin de la Gravette-81500 LAVAUR
BEL AIR	Route de BEL AIR 81500 LAVAUR
CMP ADO	64 Avenue Charles de Gaulle -81500 LAVAUR
SSIAD	Cauquillous - 81500 LAVAUR
CLINIQUE LICES enfants – adultes et adolescents	109 chemin du Corporal -81000 CASTRES
UPC	30 chemin Vicinal 81000 CASTRES
CMP MAZAMET adultes	17 rue Pierre Eugène Guiraud 81200 MAZAMET
CMP enfants Mazamet	14 rue de Novella 81200 MAZAMET
CMP Graulhet	35 avenue Gambetta 81300 GRAULHET
HDJ SAINT SULPICE	6 Faubourg de la Planquette 31370 SAINT SULPICE

I-4 DEFINITION DU PRIX

Le titulaire indique le coût annuel de la maintenance des installations dans l'annexe financière (onglet CH Lavour). Toutefois, il sera procédé au moins une fois par an à un recensement du parc pour intégrer au contrat les nouveaux matériels installés et supprimer ceux qui ne sont plus en fonctionnement. Ces modifications feront l'objet d'un ajustement du prix par avenant au marché.

I-5 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES

La liste des installations techniques est fournie en annexe 1 du présent CCTP

Elle permet d'identifier l'état du parc, les localisations, le type d'équipement et les date de renouvellement et de maintenance additionnelle à prévoir

I-6 EVOLUTION DE LA CONSISTANCE DU PARC

L'annexe financière du marché public mentionne l'inventaire du parc des équipements soumis une maintenance de type forfaitaire, tel qu'existant à la date de signature du contrat. Ce parc est susceptible d'évoluer tout au long de la durée du marché public, par :

- l'ajout d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché public : il s'agit appareils initialement sous garantie ou acquis au cours du présent marché public, et qui sont inclus dans le marché public à compter de la date d'expiration de la garantie ;
- le retrait d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché public : ces appareils ne donnent alors plus lieu à facturation.

Lorsque les modifications de parc consistent en des suppressions d'équipements ou des ajouts d'équipements identiques ou semblables à ceux prévus au marché public et soumis à un tarif de maintenance déjà prévu au marché public, ces modifications se traduisent par une mise à jour, au moins une fois par an, de l'annexe financière, basée sur le nouvel état du parc constaté par le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le montant facturé est calculé au prorata temporis, en tenant compte de la date effective d'ajout ou de retrait de l'équipement.

En cas d'ajout d'équipements soumis à des conditions tarifaires nouvelles, non prévues au marché public initial, l'intégration de ces équipements et de leurs tarifs de maintenance, donnera lieu à la signature d'un avenant.

Le Titulaire indique dans son offre et au cours de l'exécution du marché public, les équipements pour lesquels la maintenance est susceptible de ne plus être assurée jusqu'au terme du marché public, en raison de leur obsolescence annoncée par leur fabricant, notamment du fait de l'arrêt de fabrication des pièces détachées.

I-7 REGLEMENTATION EN VIGUEUR

Le titulaire se référera pour la réalisation du présent marché aux réglementations, normes et autres documents officiels de référence en vigueur applicables aux prestations objets du marché, ainsi qu'aux préconisations des constructeurs des matériels concernés, et ce, pendant toute la durée du marché et notamment

- Au « Guide de la Maintenance des extincteurs mobiles » édité par le CNMIS (édition en vigueur à la date d'intervention)
- A la Norme NF S 61-919 « Maintenance des extincteurs d'incendie portatifs (édition en vigueur à la date d'intervention)
- A la Norme NF S 61-922 « Activités de service relatives à la maintenance des extincteurs portatifs, mobiles et fixes (édition en vigueur à la date d'intervention)
- Le cas échéant, à la règle R4 de l'APSAD (selon l'édition en vigueur lors de l'établissement du certificat de conformité N4)

Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, l'entrepreneur devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité et également aux travaux autres qui lui sont imposés.

I-8 SUJETION EN MILIEU HOSPITALIER

Il est rappelé que les prestations se dérouleront en milieu hospitalier et/ou psychiatriques, en sites occupés.

Le titulaire doit, en conséquence, tenir compte et prévoir toutes les dispositions et aménagements nécessaires pour limiter au maximum les nuisances occasionnées lors des interventions (poussières, bruits...) qui viendraient troubler les activités de soins tant vis à vis des patients que du personnel hospitalier

Le protocole hygiène à appliquer lors de la réalisation de travaux ou de prestations de maintenance au CH Lavour est fourni en annexe 2 du présent CCTP .

Le titulaire s'assurera de ne pas gêner la circulation des personnes, des véhicules d'urgence médicale lors de ses interventions sur le terrain (voies pompiers, parkings...).

Les risques généraux dans les établissements de santé sont précisés dans le plan de prévention type. A ce titre, le titulaire devra établir un plan de prévention avant la date de prise en charge du marché.

De plus le titulaire devra respecter les procédures sanitaires et exigences supplémentaires liées à de nouvelles contraintes sanitaires survenant en cours d'exécution du marché. Il aura à sa charge la fourniture pour ses intervenants des éventuels EPI rendus nécessaires.

I-9 AMIANTE

Les dossiers techniques amiantes du CH Lavour sont à la disposition des intervenants en cas de nécessité de percement ou sciage de matériaux au sein de l'établissement. Il est précisé que la cartographie, fournie en annexe du plan de prévention qui sera établi avec le titulaire du présent marché, est évolutive et qu'il appartient au titulaire de vérifier la possibilité ou les modalités d'intervention sur des matériaux amiantés.

De même la fourniture des EPI réglementaire pour ce type d'intervention est à la charge du titulaire du marché.

I-10 GARANTIE

- Les interventions de maintenance **préventives ou correctives** seront garanties au minimum trois mois. Le titulaire pourra s'il le souhaite allonger ces délais dans le cadre de réponse technique joint à la présente consultation
- Toutes les pièces remplacées dans le cadre d'une visite **préventive ou corrective** seront garanties 1 an.
- Toutes pannes survenues dans les 3 mois suivant l'intervention de maintenance préventive, ne résultant pas d'une mauvaise utilisation ou cause extérieure, (vandalisme, choc accidentel...) ou d'un défaut ayant fait l'objet d'un devis, sera prise en charge sous garantie.
- En cas de remplacement de matériel, et qu'il s'agisse d'opérations de maintenance ou de travaux, en dehors des matières consommables, aucune fourniture ne peut être facturée pendant les périodes de garantie.
- Pour tous travaux effectués par l'opérateur économique dans le cadre de son Marché, les garanties des équipements concernés s'appliquent intégralement à partir du jour de la réception par l'Etablissement.

Exclusions générales

Sont exclues :

1. Les interventions ou réparations entraînées par des défaillances dues à des causes étrangères aux équipements objets du présent marché, telles que :
 - a) Incendie, explosion, inondation, affaissement du bâtiment, provoqués ou non par l'installation.
 - b) Défaut des équipements touchant à l'environnement de l'installation (défaut ou anomalie du système de conditionnement d'air ; défaut, anomalie ou interruptions de l'alimentation électrique).
 - c) Utilisation non conforme aux prescriptions indiquées par le titulaire dans le manuel pratique d'utilisation.
 - d) Tout autre motif extérieur à l'usage normal de l'équipement.
2. Les interventions ou réparations entraînées par des modifications ou réparations de l'équipement, effectuées par du personnel non expressément mandaté par le titulaire.
3. Les interventions telles que :
 - déplacement d'équipements
 - adjonction d'équipement d'autre origine

I-11 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance des prestations du marché ne peut être admise qu'avec l'accord express du CH Lavour.

Le titulaire devra impérativement préciser le nom des sous-traitants, les prestations concernées, le montant correspondant dans le cadre de réponse technique joint à la présente consultation. Il fournira également les habilitations et certification nécessaire à l'exécution de la prestation.

L'ensemble de ces éléments est à fournir obligatoire au stade de la candidature afin de permettre au CH Lavour d'apprécier la valeur technique de l'offre

En tout état de cause, la responsabilité du titulaire reste, conformément au Code de la Commande Publique, entière pour les travaux sous-traités.

I-12 CONSOMMABLES ET PIÈCES DÉTACHÉES

Les pièces détachées (ensemble et composants) facturées hors forfait et remplacées au titre du présent marché sont garanties 1 an. Les pièces remplacées deviennent la propriété de l'Etablissement acheteur.

Dans le cas de fournitures seules, elles seront livrées franco de port et d'emballage au magasin des Services Techniques du CH Laval – Rue de Mailly – 81500 Laval par les propres moyens de l'opérateur économique à ses risques et périls.

Le titulaire prend à sa charge les produits et ingrédients, les petits matériels, les outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

Les consommables répondront aux normes en vigueur, ils seront d'origine constructeur ou de qualité supérieure.

Les pièces détachées de remplacement seront conformes aux pièces d'origine, pour autant qu'elles existent toujours sur le marché et que l'évolution des techniques ne permette pas l'installation de pièces plus perfectionnées ou de rendement supérieur. Tout changement de caractéristiques, doit être immédiatement signalé aux Services Techniques ainsi qu'au Service Sécurité. Dans tous les cas, les pièces devront être des pièces dites équivalentes aux pièces d'origine, et le titulaire devra respecter les règles d'associativité entre matériels.

Le titulaire du marché s'engage à respecter les points suivants :

- Pièces de rechange

Les pièces de rechange sont celles prévues au marché de fourniture des appareils complets et pour lesquelles le fabricant s'est engagé à assurer le service des pièces détachées pendant le nombre d'années défini audit marché.

- Charges

Le remplacement des charges doit être effectué avec des produits strictement identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des extincteurs.

- Récupération

Les pièces non réutilisables, les charges remplacées et les résidus autres doivent être présentées au représentant de la personne publique et évacuées par la suite par le titulaire du marché.

- Remplacement des extincteurs

Un bilan des extincteurs à remplacer l'année N+1 devra impérativement être remis aux services techniques dans le mois suivant la maintenance préventive annuelle afin d'établir le prévisionnel de dépenses de l'année suivante.

Par ailleurs, lors des remplacements des extincteurs, le titulaire devra impérativement s'assurer et mettre si besoin un support adapté à l'extincteur neuf.

Tout extincteur à pression auxiliaire devra être remplacé à 10 ans où faire l'objet d'une révision décennale réalisée par le titulaire du présent marché

Le remplacement des extincteurs CO2 pression permanente doivent être remplacés avant le 10^{ème} anniversaire

TITRE II. PRESTATION DE MAINTENANCE

II-1 GENERALITES

L'ensemble des prestations sera réalisé dans les règles de l'art conformément aux textes en vigueur notamment :

- L'ensemble des normes NF, EN en vigueur
- Code du travail
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité incendie dans les établissements recevant du public (ERP).

Maintenance préventive : les visites et interventions de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Maintenance corrective : la maintenance corrective a pour but de rétablir les fonctions d'un bien après la défaillance de celui-ci ou la dégradation de ses fonctions. La maintenance corrective comprend :

- La localisation de la défaillance et son diagnostic ;
- La remise en état avec ou sans modifications ;

- Le contrôle de bon fonctionnement.

D'une manière générale le titulaire est responsable de l'entretien, du diagnostic précis en cas de panne et de la réparation de ces installations. Il assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations ainsi que le bon fonctionnement des installations à l'issue de chaque intervention.

Le titulaire est le seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations pourrait causer, soit directement, soit indirectement :

- o A son personnel,
- o A ses tiers,
- o A ses biens ou aux biens qui lui sont confiés dans le cadre du marché (réparation entièrement à sa charge quel que soit le montant des fournitures).

Le titulaire laissera le chantier propre et libre de tous déchets ou produits dangereux après l'exécution de ses prestations et à chaque fin de journée. Toutes pièces non utilisables ou déchets doivent être traités selon la réglementation en vigueur et dans le respect de l'environnement.

Le titulaire prendra à sa charge toutes les mesures de protection de travail en hauteur pour son personnel. Les mesures de protection collectives seront alors privilégiées.

Le candidat s'engage à fournir dans l'offre la procédure détaillée :

- de prise en charge des appels téléphoniques
- L'heure et la date de la demande marquent le début des délais d'intervention et de réparation.
- du mode d'intervention en cas de panne

II-1.1 Règlements en vigueur

Le titulaire se référera pour la réalisation du présent marché aux réglementations, normes et autres documents officiels de référence en vigueur applicables aux prestations objets du marché, ainsi qu'aux préconisations des constructeurs des matériels concernés, et ce, pendant toute la durée du marché et notamment

- Au « Guide de la Maintenance des extincteurs mobiles » édité par le CNMIS (édition en vigueur à la date d'intervention)
- A la Norme NF S 61-919 « Maintenance des extincteurs d'incendie portatifs (édition en vigueur à la date d'intervention)
- A la Norme NF S 61-922 « Activités de service relatives à la maintenance des extincteurs portatifs, mobiles et fixes (édition en vigueur à la date d'intervention)
- Le cas échéant, à la règle R4 de l'APSAD (selon l'édition en vigueur lors de l'établissement du certificat de conformité N4)

Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, l'entrepreneur devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité et également aux travaux autres qui lui sont

II-1.2 Qualifications de l'entreprise et de ses personnels

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de la constitution des bâtiments, de la consistance des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance, des conditions particulières d'intervention liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments.

Il devra répondre aux aspects réglementaires des normes concernant le SSI. Dans son offre, le candidat devra justifier de tout ou partie des certifications et qualifications imposées par les normes.

L'ensemble du personnel intervenant sur les différents sites doit disposer d'une habilitation électrique H 0.

II-1.3 Organisation des visites

La périodicité des visites de maintenance est ANNUELLE

Les visites se feront pendant les heures ouvrées (8h – 16h) du lundi au vendredi.

Les techniciens effectuant la visite de maintenance seront éventuellement accompagnés par un agent du service technique en accord avec lequel un planning d'intervention sera établi au minimum 2 semaines à l'avance.

Les opérations de maintenance préventive devront être réalisées en continuité pour l'ensemble des installations dès lors que la visite aura débuté.

II-2 MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE

Les opérations de vérification sont effectuées conformément aux règlements en vigueur. Elles visent à contrôler la capacité du matériel à servir conformément à son usage. Ces opérations sont effectuées une fois par an, par un technicien agréé par l'entreprise. Le délai entre deux vérifications ne devra pas être supérieur à 14 mois et inférieur à 10 mois.

L'ensemble des prestations sera réalisé dans le second semestre de l'année. Ces prestations seront organisées en tenant compte des contraintes d'exploitation et de sécurité propre à chaque établissement. Les visites se feront pendant les heures ouvrées (8h – 16h) du lundi au vendredi. Les techniciens effectuant la visite de maintenance seront accompagnés par un agent du service sécurité ou technique en accord avec lequel un planning d'intervention sera établi minimum 2 semaines à l'avance.

Pour ce lot, le titulaire du marché nomme un correspondant unique pour coordonner l'ensemble des prestations.

Le technicien intervenant sur site doit disposer dans son véhicule, du matériel et de l'équipement courant devant lui permettre de mener à bien les opérations de maintenance préventive et corrective.

Les équipements ne pouvant être réparés le jour même sur place, seront traités en atelier, puis remis en place dans un délai de 48h maximum, un équipement équivalent appartenant au titulaire devra être mis en service provisoirement en substitution. Toutes charges de dépannage provisoire seront à la charge du titulaire.

Le titulaire doit répondre dans les meilleurs délais aux appels du responsable de site ou astreinte technique pour la remise en état des divers équipements.

Lors des interventions dans certains services sensibles, le technicien devra suivre le règlement strict et propre au service, notamment en matière d'hygiène.

II-3 VERIFICATION ET MAINTENANCE DES EXTINCTEURS

II-3.1 Objet

Le présent chapitre fixe les modalités techniques de vérification et de maintenance préventive et corrective des extincteurs situés dans les bâtiments et dans les véhicules appartenant au CH LAVAUZ.

Conformément à la réglementation les fréquences de maintenance sont définies de la manière suivante.

Type d'extincteur	Maintenance	Maintenance Additionnelle	Révision atelier et renouvellement de l'agent extincteur	Durée de vie extincteur
Eau et additif	1 an	A 5 et 15 ans	10 ans	20 ans
Poudre	1 an	A 5 et 15 ans	10 ans	20 ans
CO2	1 an	-	10 ans	Non défini

II-3.2 Inventaire

L'inventaire des moyens de secours par bâtiment est présenté en, annexe 1 (liste non exhaustive), le titulaire du marché réalisera son inventaire lors du premier passage et le transmettra gratuitement sous format informatique au responsable de maintenance. Il alertera le CH Lavaur des différences constatées pour adapter l'état du parc utilisé pour le démarrage du marché

II-3.3 Vérification et maintenance préventive des extincteurs

Le titulaire assurera les prestations de vérification et de maintenance préventive afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement des extincteurs conformément à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. Lors de la maintenance en atelier, le titulaire mettra temporairement, et à sa charge, un extincteur identique sur site.

Le titulaire devra procéder au remplacement des petites pièces permettant un fonctionnement correct du dispositif, pièces identiques et neuves à celles utilisées lors de l'homologation des extincteurs. Le remplacement de charges doit être effectué avec des produits strictement identiques à ceux utilisés lors de son homologation.

Le titulaire prend en charge a minima les fournitures suivantes :

- Les fournitures de plombage
- Les fournitures d'étiquetage
- Les produits de graissage
- Les goupilles
- Les joints
- Les rondelles
- Les systèmes de fixation de l'appareil
- Désinfection dont la dose de désinfectant
- Scellés
- Pastille témoin percu éject
- Cartouche de gaz - Sparklet

Pour les travaux d'une certaine importance, le titulaire devra établir un devis avant de réaliser toute prestation (remplacement extincteur).

Lors du remplacement d'un extincteur réformé par un extincteur neuf pendant la maintenance préventive, aucun forfait de pose ne peut être demandé (cela intègre également la dénaturation totale de l'ancien avec prestation et produit et l'étiquette et la pose)

Tout extincteur à pression auxiliaire réformé devra être remplacé par un extincteur à pression auxiliaire et sera remplacé à 10 ans

Le remplacement des extincteurs CO2 pression permanente doivent être remplacés avant le 10^{ème} anniversaire

Le coût de la vérification et de la maintenance préventive des extincteurs comprend le coût de main d'œuvre et le déplacement.

L'entreprise retenue aura aussi un devoir de conseil, notamment sur le positionnement, le nombre, le type d'extincteur, le système de fixation, la signalisation, une liste détaillée sera transmise sur laquelle apparaitront les modifications à apporter avec les références réglementaires en parallèle.

Après chaque visite périodique, une liste à jour sera établie par le titulaire du marché.

Contenu non exhaustif de la maintenance préventive des extincteurs

- ❖ Nettoyage général de l'appareil
- ❖ Vérifier le bon état du système de sécurité (Verrou, goupilles, scellés, joints ou autres) et le remplacer si nécessaire
- ❖ Vérifier du bon fonctionnement du système de commande/ouverture
- ❖ Démontre complètement les éléments de l'extincteur portatif, mettre au rebut tous ceux qui sont endommagés et les remplacer par des nouveaux
- ❖ Soumettre la bouteille à un essai de pression conformément à la pression d'essai indiquée sur le corps. Les corps non marqués ne doivent pas être remis en état mais mis au rebut.
- ❖ Soumettre les têtes à un essai de pression, ainsi que les lances si elles sont munies d'un dispositif d'arrêt, pour les amener à la pression d'essai de la bouteille ou à la pression de fonctionnement du dispositif de sécurité. Remplacer les parties défectueuses.
- ❖ Remonter et recharger l'extincteur portatif, fixer un nouvel indicateur d'altération et remplir l'étiquette d'entretien.
- ❖ Vérifier le bon fonctionnement des indicateurs de pression, s'ils existent, ainsi que des portatifs à pression permanente conformément aux instructions du fabricant.
- ❖ Vidanger tous les extincteurs portatifs à l'exception des modèles au halon et au CO².
- ❖ Contrôle de l'état et de la quantité d'agents extincteurs et de la cartouche de gaz (lorsque le modèle en est équipé) conformément aux instructions du fabricant.
- ❖ Examiner en détails avec une loupe :
 - o les capuchons et les vannes
 - o les indicateurs
 - o la lance et la souffletteafin de vérifier l'absence de corrosion, détérioration, enfoncements et stries.

- ❖ Examiner en détails l'intérieur du corps en utilisant une sonde lumineuse et un miroir afin de vérifier l'absence de corrosion, bosses, éraflures, stries ou détérioration du revêtement. En cas de doute sur les soudures, suivre les instructions du fabricant.
- ❖ Examiner et vérifier que le filet, la forme, la taille et le revêtement de toutes les fermetures sont corrects.
- ❖ Remettre en état de marche. Remonter l'extincteur portatif conformément aux instructions du fabricant et le charger.
- ❖ Fixer un nouveau scellé de sécurité et remplir l'étiquette d'entretien.
- ❖ Consigner la vérification sur un document pour le registre de sécurité.

II-3.4 Maintenance approfondie N+5

La maintenance additionnelle approfondie comprend la maintenance annuelle qui ne sera donc pas réalisée et donc non facturable sur ces années. Le renouvellement de la charge sera réalisé dans le cadre de la maintenance additionnelle approfondie sauf si les résultats de la maintenance effectuée conformément aux instructions des fabricants autorisent la poursuite de l'utilisation des agents extincteurs.

La prestation de maintenance additionnelle et celle du renouvellement de charge seront chiffrés dans l'annexe financière et facturées

En complément des prestations de maintenance annuelle et afin de s'assurer du fonctionnement effectif de l'équipement, le titulaire effectuera :

- ❖ Vidange de l'extincteur
- ❖ Examen approfondi de l'intérieur de l'appareil, des filetages et des vannes
- ❖ Vérification du fonctionnement de l'appareil et de la charge
- ❖ Recharge si nécessaire

II-3.5 Maintenance corrective des extincteurs

Suite à un sinistre, du vandalisme ou à du vol, les réparations sur les extincteurs seront effectuées dans un délai maximal de 72 heures à compter de la demande par téléphone ou mail. Le titulaire devra être en capacité de prêter immédiatement des extincteurs pour maintenir le niveau de sécurité dans l'établissement.

Les extincteurs vandalisés seront regroupés au service technique. Le titulaire devra s'y présenter pour réaliser la maintenance corrective.

Les conditions techniques de la maintenance préventive s'appliquent lors de la maintenance corrective.

Le coût de rechargement des extincteurs comprend la main d'œuvre.

II-3.6 Rapport de vérification annuel

Le titulaire doit fournir au responsable de maintenance et/ou incendie dans un délai de quinze jours après visite les documents suivants :

- Un rapport annuel de vérification des appareils, par bâtiment, portant la date de réalisation des dites vérifications ainsi que la liste des observations relevées et leur suivi
- Un descriptif des opérations de remplacement effectuées (appareils ou pièces internes, ex : joint, ressort...) par type d'appareil et par bâtiment
- La liste des opérations correctives réalisées

Le titulaire réalisera une liste récapitulative des travaux de remise en conformité jugés nécessaires (modification – extensions) ainsi que celle des équipements qui devront l'année suivante subir une révision en atelier ou un remplacement. Ces documents seront fournis sous format informatique.

II-3.7 Registre de sécurité

Ces documents seront joints au registre de sécurité incendie du bâtiment. Le technicien ayant effectué la visite doit impérativement émarger le registre de sécurité du bâtiment.

II-4 VERIFICATION ET MAINTENANCE DES DESENFUMAGES MANUELS

II-4.1 Objet

Le présent chapitre fixe les modalités techniques de vérification et de maintenance préventive et corrective des désenfumages manuels installés dans certains bâtiments sur le site du CH LAVAU

II-4.2 Inventaire

L'inventaire des moyens de secours par bâtiment est présenté en annexe, liste non exhaustive, le titulaire du marché réalisera son inventaire lors du premier passage et le transmettra gratuitement sous format informatique au responsable de maintenance.

II-4.3 Vérification et maintenance préventive des désenfumages manuels

Le titulaire assurera ces prestations de vérifications et de maintenance préventive afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement des exutoires de fumées conformément à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur.

Le titulaire devra procéder au remplacement des petites pièces permettant un fonctionnement correct du dispositif, pièces identiques et neuves à celles utilisées lors de l'homologation de l'exutoire de fumée.

Le titulaire prend en charge les fournitures suivantes :

- Les fournitures de plombage
- Les fournitures d'étiquetage
- Les produits de graissage
- Les joints ou les éléments de fixation
- Les commandes manuelles
- Les cartouches de charges
- Les câbles et poulies

Pour les travaux d'une certaine importance, le titulaire devra établir un devis avant de réaliser toute prestation.

Le coût de la vérification et de la maintenance préventive des exutoires de fumées comprend le coût de main d'œuvre et le déplacement.

Toutes opérations de petite maintenance corrective nécessaire relevées lors de la visite seront exécutées par le titulaire.

II-4.4 Descriptif des prestations demandées pour un désenfumage manuel

- Déplombage du poste
- Dépoussiérage du coffret de commande
- Contrôle de la course et tenue des verrouillages
- Contrôle des vérins d'ouverture
- Graissage des parties mobiles
- Contrôle des ressorts d'ouverture
- Contrôle des joints de raccord pneumatique
- Contrôle et réglage du verrou pneumatique
- Contrôle des déclencheurs
- Contrôle des dards de percussion
- Contrôle des cartouches par pesage
- Essai en réel du système complet et changement des cartouches de CO²
- Contrôle du circuit pneumatique ou câble (canalisations, fixations, poulies)
- Réarmement par treuil ou cartouche
- Plombage en fin de vérification
- Consigner la vérification sur un document pour le registre de sécurité.

II-4.5 Maintenance corrective des désenfumages manuels

Le titulaire pourra être sollicité afin de réaliser une vérification ponctuelle ou une réparation d'un exutoire, intervention dans un délai de 72h maximum.

II-4.6 Rapport de vérification annuel

Le titulaire doit fournir au responsable de maintenance dans un délai de quinze jours après visite les documents suivants :

- Un rapport annuel de vérification des désenfumages manuels, par bâtiment, portant la date de réalisation des dites vérifications
- Un descriptif des opérations de remplacement effectuées par système et par bâtiment
- Le titulaire réalisera une liste récapitulative des équipements qui devront l'année suivante subir une révision importante ou un remplacement ainsi qu'un éventuel devis de maintenance particulier.

Ces documents seront fournis sous format informatique.

Registre de sécurité

Ces documents seront joints au registre de sécurité incendie du bâtiment. Le technicien ayant effectué la visite doit impérativement émarger le registre de sécurité du bâtiment.

Les documents tels que calendrier des visites de maintenance préventive, rapports d'intervention, rapports annuels ou devis devront être transmis aux Services Techniques du CH Laval.

II-4.1 Registre de sécurité

Ces documents seront joints au registre de sécurité incendie du bâtiment. Le technicien ayant effectué la visite doit impérativement émarger le registre de sécurité du bâtiment.

II-5 CONDITIONS D'INTERVENTION

II-5.1 Permis feu

Si l'intervention sur les équipements nécessite l'emploi de poste de soudure, l'utilisation de produits ou de procédés susceptibles de dégager des vapeurs toxiques ou des travaux pouvant provoquer des étincelles ou par point chaud, le titulaire est tenu de demander un permis feu auprès du responsable de la sécurité incendie des Services Techniques du CH Laval et autres procédures relatives qui seraient de nature à perturber l'activité Hospitalière.

Le titulaire prendra toutes les précautions et les dispositifs de protections nécessaires lors de ses interventions.

II-5.2 Accompagnement du prestataire

Un technicien du Centre Hospitalier pourra éventuellement assister le titulaire afin de lui faciliter l'accès aux locaux et à l'aider dans l'exécution de certaines tâches (contrôle auditif des organes sonores, remontée d'informations lors des essais des détecteurs et déclencheurs manuels...).

Il est à noter que cet accompagnement sera ponctuel et en aucun cas systématique à chaque intervention. Le candidat précisera dans son offre les tâches pour lesquelles cet accompagnement sera éventuellement nécessaire.

II-5.3 Mise à disposition des locaux

Le CH de Laval ne met pas de locaux à la disposition exclusive du Titulaire.

Toutefois, ce dernier pourra utiliser les locaux mis à disposition de la maintenance incendie du site dans le respect des modalités particulières qui seront définies par voie de consignes.

II-5.4 Remise en place des équipements après intervention

Lorsqu'une intervention nécessite le déplacement ou la dépose d'équipements pour accéder à l'organe en cause (plaques de faux-plafond, grilles, dalles de faux-plancher, mobiliers, etc.), le Titulaire est tenu de remettre en place l'ensemble desdits équipements. En fin d'intervention, les lieux doivent être dans l'état d'origine.

Ces dispositions s'appliquent également entre une intervention en dépannage et une intervention en réparation, si celles-ci n'ont pu être effectuées simultanément.

En aucun cas, les équipements déposés ou déplacés et qui sont visibles à l'œil nu, ne doivent rester même provisoirement en l'état en dehors du temps d'intervention, sauf accord du CH Laval.

II-5.5 Nettoyage des équipements et des locaux

Le Titulaire assure le maintien en parfait état de propreté des ensembles suivants :

- Locaux techniques recevant les installations, objet du présent Marché, aux divers niveaux du site ;
- Autres locaux, après une intervention d'entretien ou de dépannage, si cette dernière a entraîné des souillures sur les divers revêtements des locaux (murs, sols, plafonds).

Ces dispositions sont prises en vue d'assurer la bonne conservation dans le temps des locaux et du matériel existant. Le Titulaire doit donc la fourniture et l'utilisation de tous les équipements de nettoyage adaptés.

II-5.6 Obligation en matière environnementale

Le titulaire respectera la réglementation en vigueur concernant la récupération, le recyclage ou l'élimination des déchets liés aux prestations de maintenance qui lui sont confiées. Le transport, le stockage, le recyclage ou l'élimination des déchets sont à la charge du titulaire.

Le Titulaire doit évacuer immédiatement, après les travaux ou opérations d'entretien, l'ensemble des déchets, gravats, détritiques, emballages, matériels démontés, équipements réformés et leur transport aux décharges publiques ou dans les locaux du CH Lavour pour les équipements qui pourraient être récupérés à la demande de celui-ci.

Le CH Lavour peut autoriser le Titulaire à déposer certains déchets de faible importance dans les conteneurs des locaux poubelles.

La décision en est prise lors des réunions techniques.

Le stockage des déchets en dehors des lieux prévus à cet effet et, en particulier, dans les divers locaux techniques, les couloirs ou les circulations en étage, ou à l'extérieur du site, est interdit.

Le CH Lavour pourra faire évacuer par toute entreprise de son choix et ce, à la charge du Titulaire, tout dépôt constaté en lieu interdit.

II-5.7 Utilisation des équipements du CH LAVOUR

Il appartient au Titulaire d'avertir tout intervenant dont il a la responsabilité, que l'usage des matériels et équipements que renferment les locaux et bureaux, notamment des appareils téléphoniques et des machines à photocopier lui est strictement interdit, sauf dérogation particulière et formelle du CH Lavour.

Les Services Techniques du CH Lavour procéderont par sondage à l'évaluation de l'application des conditions d'intervention par le titulaire. Le non-respect de ces consignes soumettra le titulaire à l'application de pénalités définies dans le CCAP du présent marché.

II-5.8 Confidentialité

Le titulaire s'engage, tant pour lui-même, que pour son personnel, à considérer comme confidentiels, à ne pas divulguer et à ne pas utiliser, toutes les informations et tous les documents dont il aura eu connaissance au titre de ce marché.

ANNEXE 1 - ETAT DU PARC

VERIFICATION SEPTEMBRE 2024 DU PARC EXTINCTEURS – DESENFUMAGE
(voir document en annexe du présent CCTP)

ANNEXE 2 – GAMME DE MAINTENANCE

Gamme de maintenance préventive et fonctionnelle EXTINCTEUR (toute marque)	Moyen de secours	PEC
	n° version	
	date de révision	
	Gamme n°	

Libellé opération	Périodicité						Niveau de compétence	Observations - Outillage spécifique - Pièces détachées	Temps moyen requis (heure)
	H	M	T	S	A	autres			
Ce listing de vérification n'est pas exhaustif. Le titulaire devra se conformer aux réglementations (ERP, code travail, NFS 61-919, guide CNMIS, recommandations GPEM/ME) en vigueur.									
Vérifier que l'extincteur a une place convenable et l'occupe,					X				
Vérifier que les inscriptions réglementaires sont en place sur l'appareil et sont lisibles,					X				
Vérifier que la fiche de contrôle est en bon état,					X				
Vérifier que le plomb de sécurité de la fermeture de l'appareil est intact ;					X				
Intervention sur appareils déplombés, vidés (au niveau du stock de la réserve)						X		Dès nécessité	
Renseigner le registre de sécurité						X		Après chaque série de maintenance	
Le contrôle du bon état mécanique									
état de la peinture et recherche de la corrosion extérieure éventuelle de tout ou partie de l'appareil					X				
déformation accidentelle s'il y a lieu					X				
état des tuyauteries et raccords,					X				
Etat tous accessoires extérieurs (train de roulement, robinetterie de lance, pulvérisateur ou ajustage, etc).					X				

Appareils eau pulvérisée à mise en pression préalable (sparklet) :									
démonter la tête et examiner l'état du joint d'étanchéité,					X			Changer en cas d'usure	
contrôler le fonctionnement du mécanisme qui peut être inclus,					X				
contrôler le fonctionnement du système de percussion,					X				
s'assurer que les tubes plongeurs sont bien fixés et qu'ils ne sont ni détériorés, ni obstrués,					X				
graisser les pièces mobiles,					X				
démonter les bouteilles de chasse et vérifier leur état et leur masse de chargement par pesée, <input type="checkbox"/> contrôler l'état de la charge, <input type="checkbox"/> la tolérance concernant la charge est de : + 3 g pour les cartouches contenant moins de 80 g, + 5 g pour les cartouches contenant 80 g ou plus, - 10 % de la masse pour toutes les cartouches.					X			la pesée est effectuée à l'aide d'une balance électronique,	
Vidanger et rincer l'appareil dans un récipient propre et vérifier soigneusement l'état intérieur du corps de l'extincteur,					X			Signaler toute corrosion à la personne responsable du CHU.	
Appareil à eau avec additif :									
avec additif en flacon annexe s'assurer de la présence du flacon d'additif, de son état, que la date de péremption portée par le fabricant sur celui-ci n'est pas dépassée. recharger l'appareil.					X			Si date dépassée procéder au changement du flacon	
avec additif en pré-mélange s'assurer de la présence de l'additif, de son état et que la date limite d'utilisation garantie par le fabricant n'est pas dépassée. si la date d'utilisation le permet, l'appareil sera rechargé avec le mélange récupéré.					X			Si date dépassée procéder à un nouveau mélange.	
Appareils à poudre mise en pression auxiliaire :									
<input type="checkbox"/> démonter la tête et examiner l'état du joint d'étanchéité					X				
contrôler le fonctionnement du mécanisme qui peut être inclus					X				
contrôler le fonctionnement du système de percussion,					X				
s'assurer que les tubes plongeurs sont bien fixés et qu'ils ne sont ni détériorés, ni obstrués,					X				
graisser les pièces mobiles,					X				
démonter les bouteilles de chasse et vérifier leur état et leur masse de chargement par pesée, <input type="checkbox"/> contrôler l'état de la charge, <input type="checkbox"/> la tolérance concernant la charge est de : + 3 g pour les cartouches contenant moins de 80 g, + 5 g pour les cartouches contenant 80 g ou plus, - 10 % de la masse pour toutes les cartouches.					X			La pesée est effectuée à l'aide d'une balance électronique,	
Vérifier la fluidité de la poudre et contrôler la masse de la charge ; les tolérances concernant la charge sont les suivantes : à plus ou moins 5 % pour les appareils 1 kg, à plus ou moins 3 % pour les appareils 2 kg, à plus ou moins 2 % pour les appareils dont la charge est égale ou supérieure à 3 kg.					X			En cas d'agglomérats remplacer la poudre par une poudre conforme aux indications figurant sur l'appareil	

Appareils au dioxyde de carbone (CO2) :

Démonter le tromblon (ou le flexible qui le relie à l'extincteur) et vérifier l'état du joint qui doit être changé s'il présente des déformations ou déchirures,					X				
Contrôler la charge par pesée, par différence avec la masse à vide (qui est considérée comme étant celle de l'appareil, sans sa charge et sans son dispositif de projection, mais avec sa robinetterie). <input type="checkbox"/> la tolérance sur la charge est de plus 0 à moins 5 %,					X				
S'assurer que les grilles ou orifices d'éjection du tromblon sont propres et dégagés, que ce dernier n'est pas cassé,					X				
Vérifier si le flexible (s'il y en a un) est en bon état sans marque ou fissure importante,					X				
Vérifier le bon fonctionnement du système de sécurité,					X				
Replomber le système de sécurité, si nécessaire, aux marques du titulaire du contrat de maintenance <input type="checkbox"/> remonter le tromblon (avec son flexible s'il existe), <input type="checkbox"/> vérifier la date d'épreuve du Service des Mines,					X			Remplacement extincteur dans le cadre de la maintenance corrective	

Maintenance approfondie à effectuer sur l'ensemble des extincteurs à l'exception des CO2

Vérifier le bon fonctionnement des extincteurs à pression permanente conformément aux instructions du fabricant ainsi que des indicateurs à pression s'ils existent.						5 ans		A effectuer si la date anniversaire des 5 ans tombe durant la durée du marché	
vider tous les extincteurs et examiner les agents extincteurs conformément aux instructions du fabricant						5 ans			
Examiner en détail les capuchons, les vannes, les indicateurs, la lance et la soufflette afin de vérifier l'absence de corrosion, détérioration, enfoncement des stries						5 ans			
Examiner en détail l'intérieur du corps en utilisant une source lumineuse et un miroir afin de vérifier l'absence de corrosion, bosses, éraflures, stries ou détérioration du revêtement. En cas de doute sur les soudures, suivre les instructions du fabricant						5 ans			
Examiner et vérifier le bon état des filetages, l'absence de déformation, le bon état du revêtement éventuel des fermetures						5 ans			
Remettre en état de marche, recharger et remonter l'extincteur conformément aux instructions du fabricant						5 ans			
Fixer un nouveau scellé						5 ans			

Observations générales (sécurité, accès, environnement) :

Extincteurs de + de 10 ans : Ils ne seront pas vérifiés. Ils seront signalés et remplacés par de nouveaux extincteurs (bon de commande)

Marquage des appareils visités :

La vérification de chaque extincteur, sera confirmée par l'apposition sur l'appareil d'une étiquette autocollante comportant le code du vérificateur et sur laquelle ce dernier aura indiqué :

- ☐ la nature de son intervention (vérifié, recharge, réformé),
- ☐ la date de cette intervention (mois, année),
- ☐ Indiquer s'il s'agit de la maintenance Quinquennale.

Elles devront être visibles sans avoir à déplacer l'appareil.

Les anciennes étiquettes devront obligatoirement être retirées tout en laissant les trois dernières visites.

Il sera vérifié la présence et la cohérence du numéro d'identification de l'extincteur apposé sur le support, en corrélation avec le listing du parc des extincteurs (fichiers + plans de localisation). En l'absence ou en cas d'incohérence, il y sera remédié immédiatement.

ANNEXE 3 – PROTOCOLES HYGIENE

Exemplaire n° /	Protocole entretien des locaux après des travaux de maintenance	PR /STC /002/2 Page : 19 / 17
-----------------	--	---

SOMMAIRE

- 1 - Objet et domaine d'application**
- 2 - Conduite à tenir**
- 3 - Historique des mises à jour**
- 4 - Destinataires**

1 - OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

Ce protocole a pour objet l'entretien des locaux après des travaux de maintenance. Il concerne les entreprises, les agents des Services Techniques, les agents des Services de Soins et les agents du Service Intérieur et s'adresse à tous les services de l'établissement.

2 – CONDUITE A TENIR

Isoler la zone si besoin (plateau technique, zone contaminée, ...) y compris la ventilation

- Par les techniciens :
 - Nettoyage du chantier
 - Elimination des salissures
 - Aspiration des poussières des sols, murs et surfaces
 - Débouchage des ventilations
- Par le Service de Soins ou le Service Intérieur :
 - Nettoyage fin (humide) avec détergent et désinfectant

Exemplaire n° /	Protocole pour nettoyage après travaux engendrant un empoussiérage (travaux de démolition, constructions, ouverture de faux-plafonds...)	PR /STC /003/2 Page : 20 / 17
-----------------	---	---

SOMMAIRE

- 1 - **Objet et domaine d'application**
- 2 - **Conduite à tenir**
- 3 - **Historique des mises à jour**
- 4 - **Destinataires**

1 - OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

Ce protocole a pour objet le nettoyage des locaux après des travaux engendrant un empoussiérage (travaux de démolition, constructions, ouverture de faux plafonds....). Il concerne les entreprises, les agents des Services Techniques, les agents des Services de Soins et les agents du Service Intérieur et s'adresse à tous les services de l'établissement.

2 – CONDUITE A TENIR

Isoler le chantier le plus hermétiquement possible (conduits VMC, climatisation, traitement d'air...).

- Par les techniciens :
 - Nettoyage du chantier
 - Elimination des gravats restants
 - Aspiration des poussières des sols, murs et surfaces
 - Débouchage des VMC, conduits divers, ...
 - Désempoussiérage humide
- Par le Service Intérieur ou par le service de soins :
 - Nettoyage fin (humide), bio-nettoyage avec détergent et désinfectant
 - Désinfection et remise en service des locaux
- Par l'Equipe Opérationnelle d'Hygiène (E.O.H.) :
 - Prélèvement et contrôle d'air et/ou de surface, selon la nature des travaux, dans les zones à risque IV (blocs, stérilisation, surveillance continue).